



Le responsable de politique migratoire de l'organisation de défense des droits humains en République dominicaine Centro Bono, Horacio Rodríguez a exprimé sa préoccupation sur les coûts élevés que doivent verser les descendants Haïtiens pour recevoir des documents à l'ambassade d'Haïti dans ce pays.

Lors de sa participation à la conférence sur la loi spéciale de naturalisation, M. Rodríguez décrit cette situation comme un obstacle rencontré par la plupart des descendants Haïtiens, pour démarrer le processus de régularisation en territoire dominicain.

Le responsable appelle les autorités haïtiennes à fournir des documents à la population vulnérable, afin qu'elle puisse s'inscrire dans le plan de régularisation mis en place par le gouvernement dominicain.

« Le gouvernement haïtien doit assumer complètement sa part de responsabilité. Pour accéder au plan de régularisation, la personne peut avoir besoin d'un certificat de naissance, que l'Etat haïtien peut le lui fournir sans payer les frais comme on le fait dans le pays », a déclaré le représentant de Centro Bono.

Par ailleurs, il a informé que les représentants du Centre ont tenu des réunions avec les autorités dominicaines pour exprimer leurs préoccupations à propos du coût élevé d'obtention des documents d'identité pour cette population. Les autorités dominicaines ont affirmé que l'Etat dominicain a déjà dépensé beaucoup afin de lancer le processus de régularisation, aussi il ne peut rien faire de plus.

A rappeler que la mise en œuvre du Plan de régularisation a débuté le lundi 2 juin dans plusieurs villes en République dominicaine notamment Azua, Peravia, Barahona, San Juan de la Maguana, San Pedro de Macoris, La Romana, Hato Mayor, La provinces Altagracia, Monte Plata, Santiago et Duarte.

Plusieurs organisations internationales entre autres l'OEA ont salué la loi sur la naturalisation orchestrée par le président Danilo Medina, pour contrer les problèmes créés par l'arrêt 168-13 de la cour constitutionnelle dominicaine qui a rendu apatride des centaines de milliers de personnes.